



Frondeurs : la politique des Nuls

Ils mettent en cause la capacité de la gauche à gouverner et réformer la France

Le comportement des frondeurs rappelle celui des aristocrates polonais qui appliquaient le droit de veto. Le roi ne pouvait rien décider sans obtenir l'accord de chacun des ducs, comtes et autres nobles qui siégeaient au parlement. Le désaccord d'un seul pouvait tout bloquer. L'immobilisme qui en résultait aboutit à la disparition de la Pologne dépecée par la Russie, la Prusse et l'Autriche. En adoptant la même attitude – ultra-minoritaires, ils forment moins de 15% du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale –

les frondeurs pourraient bien aboutir au même résultat pour le PS. Ils font réapparaître la question de la capacité de la gauche à gouverner dans la durée. Manuel Valls est mobilisé sur l'objectif d'obtenir pour la gauche une réputation de crédibilité, de stabilité, d'efficacité. Les frondeurs, eux, ne sont préoccupés que par la tradition. Ils cherchent à imposer leur vision de la gauche à la manière des Illuminés, humilité en moins, qui pensent être les seuls à détenir la Vérité.

La règle démocratique est

simple. Après le débat, on accepte la règle de la majorité. La loi Macron a donné lieu à près de 200 heures de débats, et à l'adoption de 559 amendements, dont 387 à l'initiative de députés socialistes. À l'heure de la décision, le groupe PS s'est prononcé à une majorité de plus de 80% de ses membres en faveur du texte. Mais les frondeurs ont maintenu leur opposition. Sans panache. Non pas comme des bretonneurs à la d'Artaignan, ce qui les aurait conduits à tenter de présenter une motion de censure basée sur des valeurs de gau-

che. Mais comme de médiocres calculateurs qui millimètrèrent leur idéal présumé à l'aune de leur intérêt, lequel leur commande de ne pas provoquer une dissolution susceptible de leur coûter leur siège de député. On peut leur faire confiance : ils vont poursuivre leur travail de sape, prendre le pays en otage en transformant l'Assemblée en pénible congrès du PS. Nous continuerons à voir Pouria Amirshahi – le clone de Buster Keaton – et consorts, se précipiter devant les caméras de télé pour nous faire part de la noblesse de leur

démarche, de l'appel impérieux de leur conscience. Mais on ne change pas le plomb en or. Benoît Hamon qui rougissait au mois d'août dernier quand il essayait de sauver sa place au gouvernement après s'être laissé embarquer par Arnaud Montebourg dans l'iconoclaste beuverie de la "cuvée du redressement productif", est un chevalier aux convictions alternatives. Il se plaisait au gouvernement, sans rien y trouver à redire. Mais, comme la route lui a été barrée de ce côté-là, il s'est transformé en pèlerin qui déli-

vre des épîtres moralisatrices sur les valeurs de la gauche. Chapeau bas !

Alors que François Hollande regagne des points, les frondeurs réinstallent dans l'esprit des Français qu'il est un menteur. Ils affaiblissent le Premier ministre pour le plus grand plaisir de la droite qui commençait à s'inquiéter du charme que celui-ci opérait sur une partie de son électorat. Marine Le Pen sabre le champagne. Les frondeurs méritent la mention spéciale du Jury au festival de la politique pour les Nuls.

L'INVITÉ : FARHAD KHOSROKHAVAR, SOCIOLOGUE

"Le terrorisme et son mode d'action ont changé"

Le moment de grâce du 11 janvier personnifié par les Français rassemblés, les milliers de Danois éclairés par les torches, silencieux dans la nuit glacée de Copenhague, la pluie de Césars récompensant le film *Timbuktu*, sont autant de manifestations qui nous donnent de la force. Mais elles ne troublent en rien, bien au contraire, la détermination des djihadistes. Dans son livre "Radicalisation" (1), le sociologue à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Farhad Khosrokhavar en explique les raisons.

Avec le djihadisme assiste-t-on à une forme de terrorisme différente de celle qu'à connue l'Europe jusque-là ?

Le terrorisme, son contenu, son mode d'action, ont changé. Action Directe en France, les Brigades Rouges en Italie, la bande à Baader en Allemagne ciblaient leurs victimes, ceux qu'ils qualifiaient d'ennemis de classe. Le terrorisme d'extrême-gauche ne tuait pas de manière massive.

Breivik, en Norvège a tué 17 personnes en se réclamant d'une préservation de la civilisation occidentale. Et pourtant, cette forme de terrorisme retient moins l'attention que celle des djihadistes. Pourquoi ?

Parce que son cas est encore très minoritaire. C'est un terrorisme que l'on croit pouvoir maîtriser parce qu'il se rattache à une culture qui n'est pas étrangère. Le djihadisme, lui, est l'expression radicale d'une religiosité qui n'est pas encore enracinée dans la société occidentale. Il prétend la changer.

Vous soulignez dans votre livre qu'au moment où ils sont embrigadés, les jeunes ne connaissent rien à l'islam. Pourquoi sont-ils attirés ?

Il faut distinguer deux catégories. Les jeunes de banlieue s'estiment rejetés par la société qui les détesterait. Ils répondent de la même manière, par la haine de cette société. En fréquentant Internet, ou les copains, ils trouvent spontanément dans l'islam, puis dans le djihadisme une forme de sacralisa-

tion de la haine. Les jeunes de classe moyenne développent une forme de romantisme échevelé, prêt à affronter la mort, comparable à celui qui animait les volontaires des Brigades Internationales pendant la guerre civile en Espagne. La tragédie en Syrie montrée régulièrement à la télé - 210 000 morts, plusieurs millions de déplacés – a été un facteur déclenchant dans cet embrigadement des jeunes de classe moyenne, qui est un phénomène nouveau.

Quelle est la motivation des filles qui s'engagent ?

Souvent une forme de romantisme. Plusieurs, parmi celles qui sont parties ont expliqué l'avoir fait pour trouver un mari sérieux. Pour elles, celui qui affronte la mort vaut beaucoup plus que les garçons immatures de nos sociétés qui changent de copines comme on change de chaussures.

On voit même des jeunes se convertir. Pourquoi ?

Un quart de ceux qui sont partis en Syrie, issus des classes moyennes, sont des convertis. On a même repéré parmi eux quelques juifs ! Ils répondent non seulement à une forme de romantisme, mais aussi à ce que j'appellerais le phénomène de la religion des opprimés. Les djihadistes sont ceux qui luttent

"Les jeunes ne se voient plus proposer d'idéal. L'islamisation remplit le vide"

contre l'impérialisme, l'Amérique, l'arrogance occidentale. À travers eux, ces jeunes retrouvent la tradition du gauchisme transgressif, très présente en France, mais qui n'est plus représentée. Le djihadisme remplit ce vide.

Vous soulignez le rôle capital d'Internet dans ce phénomène, parce qu'il permet de briser la solitude en faisant entrer dans une communauté.

C'est essentiel. Partout en Europe, on observe une dilution du politique. En



Farhad Khosrokhavar analyse les nouvelles formes du terrorisme et décrypte l'attraction de plus en plus de jeunes gens pour le djihad. /PHOTO DR

France, c'est encore plus ravageur qu'ailleurs car la notion même de citoyenneté est fondée sur le politique. Renan disait que chaque jour, il faut renouveler son pacte avec la société à travers le politique. Ça n'existe plus. Les partis politiques, les syndicats, n'ont plus d'impact. Il n'y a plus de sentiment d'appartenance à une communauté citoyenne. Les jeunes ne se voient plus proposer d'idéal. Ceux qui s'engagent trouvent dans la violence, dans la guerre, une forme de rupture, un rite de passage à l'âge adulte. En affirmant ne plus avoir peur de la mort, ils veulent sortir de la logique d'adolescence attardée dans laquelle, pensent-ils, les confine la société d'aujourd'hui.

Contrairement à ce que l'on avait cru, les révolutions arabes n'ont généralement pas instauré la démocratie, sauf peut-être en Tunisie. Comment l'expliquer ?

Ces révolutions ont provoqué la désorganisation de l'État. Les extrémistes musulmans en ont profité. Les démocrates les ont fait sortir de prison en pensant qu'il était possible de les intégrer dans le jeu démocratique. Cela a été un échec. Les extrémistes, qui étaient orga-

nisés, ont revigoré le djihadisme. Beaucoup d'erreurs ont été commises. C'est flagrant en Libye. L'intervention était justifiée. Khadafi était prêt à massacrer des dizaines de milliers de personnes dans l'est du pays. Mais après son renversement, il fallait intensifier l'aide et le soutien aux groupes démocratiques qui étaient fragiles. Ça n'a pas été fait. On le paye aujourd'hui.

Mais il nous paraît incroyable que des jeunes qui ont fait des études se rangent aujourd'hui du côté des islamistes, comme en Égypte, par exemple.

En août 2013, le régime du maréchal Sissi a tué 1500 personnes en une seule journée. Les djihadistes avaient prospéré dans l'absence d'État. L'État qui revient est brutal. Pas démocratique du tout. Où est la porte de sortie ? L'idée démocratique dans les pays arabes est en crise profonde.

Pour les djihadistes, la démocratie est l'ennemi numéro 1 ?

Ils ne font pas de différence entre la démocratie et l'autoritarisme. Pour eux, les deux systèmes procèdent de l'idolâtrie, envers le peuple dans un cas, envers un individu dans l'autre. Ils ne connaissent qu'un seul régime légiti-

me, qui procède du livre sacré. Mais ils ne retiennent du Coran que les sourates liées à une situation de crise et de guerre. Ils ignorent les autres. Ils n'en parlent pas. Comme si, de la Bible, on ne voulait retenir que les passages violents et ignorer tous les autres qui, comme dans le Coran, appellent à la paix et à la tolérance.

Plus nous dénonçons leur barbarie, plus ils en semblent satisfaits. Comment réagir à leurs crimes ?

Plus ils sont vilipendés par l'Occident, plus les jeunes djihadistes de banlieue se sentent légitimes. Leur seule préoccupation, c'est de faire apparaître leur image dans les médias. Et ça marche ! Mérah, par exemple, tout le monde le connaît.

Mais il est mort !

Ils veulent vivre cet instant où ils se comportent en héros et rejoignent l'au-delà convaincus qu'en mettant les hérétiques à mort, ils scellent leur entrée au paradis. C'est l'aboutissement du processus d'islamisation étalé sur plusieurs mois après les premières prises de contact.

Il n'y aurait donc aucun moyen de contrer leur propagande ?

L'urgence est de créer une contre-propagande. La France est très en retard dans ce domaine. Notamment parce que la laïcité est perçue comme une stricte non intervention de l'État dans les affaires religieuses. Il faut rompre avec cette forme d'inertie due à une interprétation trop restrictive de la laïcité. Pour en préserver l'esprit et mener la lutte idéologique contre le fléau terroriste, il faut accepter de prendre en compte le fait religieux, répondre sur ce terrain. Dénoncer l'activité répressive de l'État islamique envers les femmes, le dénoncer au nom de la religion. La neutralité de principe ne peut plus être de mise. La lutte dans laquelle nous sommes engagés revêt une dimension idéologique fondamentale.

(1) Radicalisation. Editions de la maison des sciences de l'Homme.

MA SÉLECTION DE LA SEMAINE

LUNDI

Chrétiens assassinés

Ils sont 21 qui marchent sur une plage, en tenue orange, encadrés par les militaires de Daech tout de noir vêtus. Ils sont chrétiens, coptes égyptiens vivant en Libye. Ils vont être égorgés. En représailles, l'aviation égyptienne bombarde les positions de Daech en Libye. Au Caire, Jean-Yves Le Drian signe le contrat de livraison de 24 Rafales.



MARDI

Justice et morale



À Lille, le procureur réclame la relaxe pour DSK. Rien dans le dossier ne montre qu'il a été un proxénète. "Un homme puissant serait-il nécessairement coupable ?" interroge le procureur à l'adresse des juges d'instruction qui croyaient tenir une affaire d'État. Pour le reste, le procureur assure que la justice n'a pas à se mêler de morale.

MERCREDI

Antisémitisme

Les 5 adolescents qui ont profané le cimetière juif de Sarre-Union sont mis en examen. Ils affirment n'avoir eu aucune intention antisémite. Cependant, ils se sont spécialement acharnés sur les stèles portant une étoile de David. Ils ont crié des cris nazis qui démontrent une bonne connaissance de l'Allemagne hitlérienne.



JEUDI

La recette Giscard



Pour sauver la Grèce et la zone euro, Valéry Giscard d'Estaing se prononce pour un divorce à l'amiable. L'ancien président est formel : La Grèce ne pourra pas faire repartir son économie sans dévaluer sa monnaie. Il recommande une "friendly exit". Pour le moment, la zone euro et la Grèce vivent toujours en couple avec scènes de ménage.

VENDREDI

Merkhollande

Dans le couple franco-allemand, on pourrait parler de lune de miel. Depuis qu'Angela Merkel a posé sa tête sur l'épaule de François Hollande le 11 janvier, la chancelière et le président ne se quittent plus. Devant la presse réunie à l'Élysée ce vendredi, ils parlent à l'unisson et échangent des sourires complices. Y compris sur l'économie ?

